



Année 2022

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE



# Rapport annuel sur le prix et la qualité du service

**Service Assainissement  
Non Collectif - SPANC**

[www.rhone-ventoux.fr](http://www.rhone-ventoux.fr)

Assemblé en préfecture le 18/07/2023  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023

# Sommaire

Envoyé en préfecture le 21/12/2023  
Reçu en préfecture le 21/12/2023  
Publié le  
ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

Préambule	3	L'évaluation du risque sanitaire et environnemental	16
<b>1. Gérer un service public d'Assainissement Non Collectif</b>	<b>4</b>	Les indicateurs de performance	<b>18</b>
Des enjeux majeurs	5	Evolution du taux de conformité	19
Les chiffres clés	6	<b>3. Assurer un service de qualité au coût le plus juste</b>	<b>20</b>
Le territoire	7	La tarification	21
Caractéristiques du service	8	Les pénalités financières	22
Les compétences du SPANC	9	Bilan de la facturation	23
Schéma de principe d'une installation	10	Evolution des impayés	24
<b>2. Contrôler pour mieux préserver l'environnement</b>	<b>11</b>	<b>4. Partager et communiquer</b>	<b>26</b>
Les types de contrôles	12	Les actions de communication	27
Les demandes d'urbanisme	13	Coordonnées	28
La répartition des contrôles	14	<b>Annexe 1 : Tableaux détaillés</b>	
L'évolution des contrôles	15		

Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023

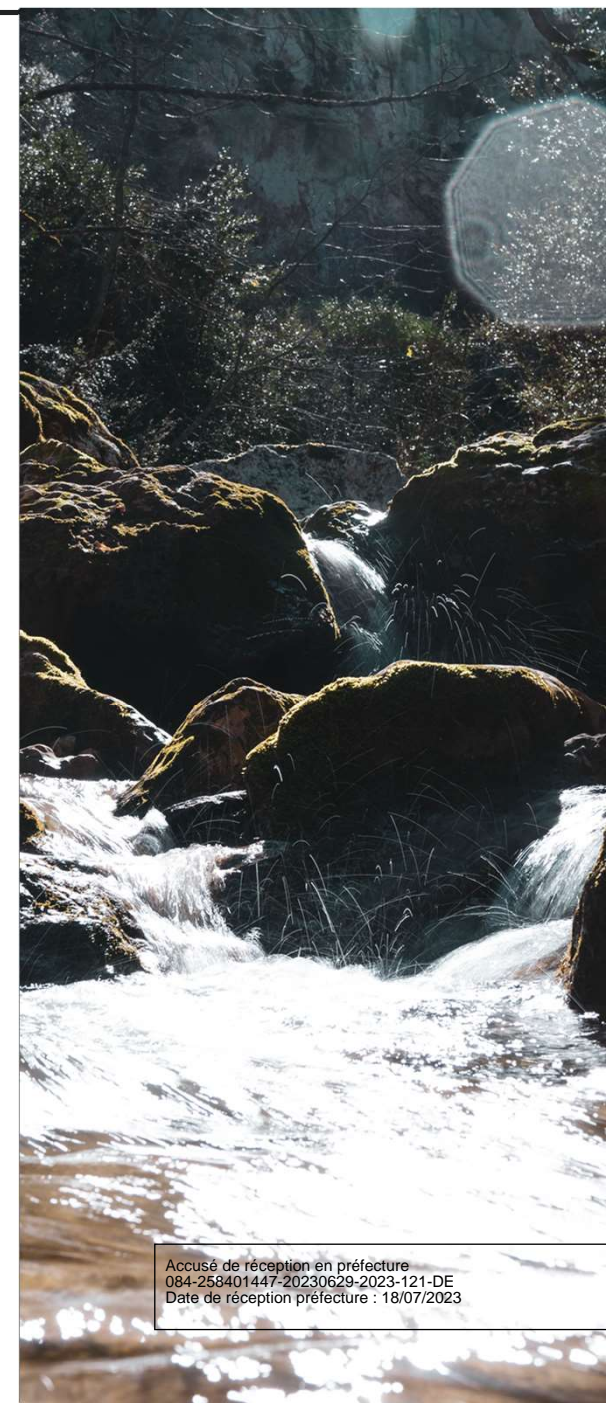


# Préambule

Le Syndicat Rhône Ventoux est un établissement public qui a en charge le service public d'assainissement non collectif. Conformément aux obligations réglementaires de la loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, il a été créé le 1<sup>er</sup> octobre 2003.

Il doit établir et présenter chaque année un rapport annuel sur le prix et la qualité du service, dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, soit avant le 30 septembre.

**Avant d'être soumis au Comité Syndical, il est examiné par la Commission Consultative des usagers. Il doit ensuite être présenté devant l'assemblée délibérante de chaque collectivité membre du Syndicat et être mis à disposition du public.**





Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le



ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

# 1. Gérer un service public d'assainissement non collectif

Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023

# Des enjeux majeurs

Le principal champ d'action d'un service d'assainissement non collectif est de **contrôler les installations individuelles**. Elles permettent de traiter efficacement les eaux usées domestiques qui ne sont pas raccordées à un réseau d'assainissement collectif avant de les rejeter dans le milieu naturel.

L'efficacité d'un système d'assainissement non collectif impacte :

La salubrité publique	La protection de l'environnement
<p>L'assainissement non collectif permet de supprimer les causes d'insalubrité (les eaux usées étant vectrices de maladies et de nuisances) qui peuvent engendrer des problèmes de santé publique.</p>	<p>Les installations sont soumises à des règles précises en matière de conception, d'implantation et d'entretien pour éviter les risques de pollution.</p> <p>Les systèmes d'assainissement non collectif, s'ils sont réalisés dans les règles de l'art et entretenus régulièrement, contribuent à la préservation du milieu naturel.</p>



# Les chiffres clés

**34** communes adhèrent  
au service assainissement  
non collectif du Syndicat Rhône Ventoux.

Le Syndicat Rhône Ventoux a pour mission d'effectuer un rôle de conseil et d'expertise auprès des usagers pour l'ensemble des démarches à entreprendre (création et réhabilitation de leurs installations individuelles, entretiens...).

Il effectue la vérification technique de la conception de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages ainsi que la vérification régulière de leur bon fonctionnement et de leur entretien.



Assainissement  
Non collectif

**5**

**agents**

**Environ 10 000  
installations**

**1116 contrôles**

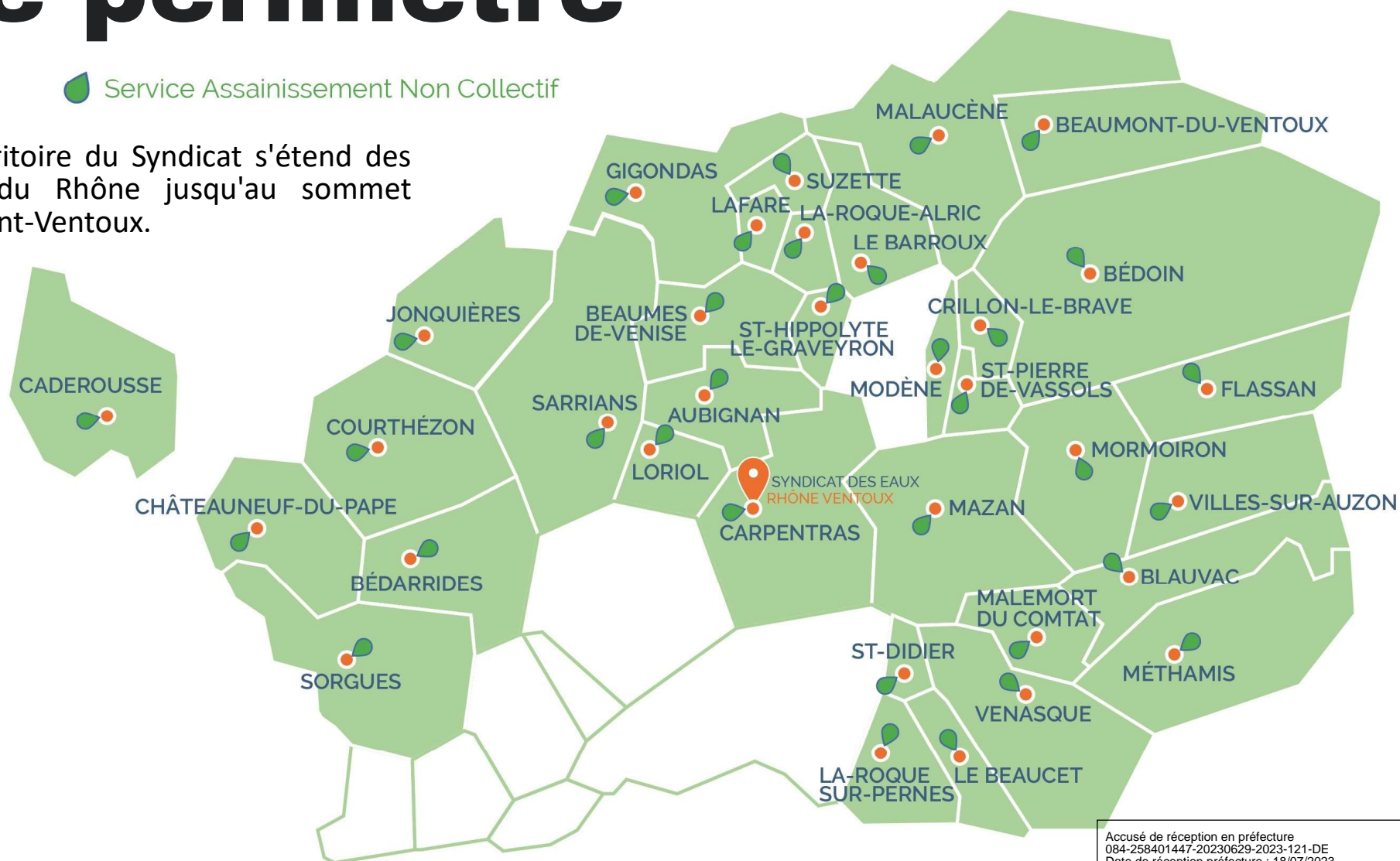
**159 avis sur demande  
d'urbanisme**



# Le périmètre

 Service Assainissement Non Collectif

Le territoire du Syndicat s'étend des rives du Rhône jusqu'au sommet du Mont-Ventoux.



# Caractéristiques du service

Le service d'assainissement non collectif est un **service public à caractère industriel et commercial**. Il est financé par les prestations de contrôle assurées par le service ANC qui donnent lieu au paiement par les usagers de redevances.

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 2222-1 du Code des Collectivités territoriales et par délibération du 16 juin 2003, une régie intercommunale a été chargée de l'exploitation du service.



Pour la commune de Mormoiron, dont la compétence a été transférée au Syndicat au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le service était géré en délégation de service public, par la société SUEZ, jusqu'au 31 décembre 2021. Depuis le 1er Janvier 2022, la commune est gérée en direct par la régie du SPANC du Syndicat Rhône Ventoux.



# Les compétences du SPANC

Le SPANC du syndicat Rhône Ventoux n'exerce que la **compétence obligatoire** qui consiste à conseiller et orienter les usagers, diagnostiquer les systèmes d'ANC existants, contrôler les chantiers neufs, s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des installations et instruire le volet sanitaire des demandes d'urbanisme (article L.2224-8, III, al.1<sup>er</sup> du CGCT).

La réalisation d'installations nouvelles, la réhabilitation d'installations existantes, leur entretien ainsi que le traitement de leurs matières de vidanges sont au contraire des **compétences facultatives** (article L.2224-8, III, al.3 du CGCT).

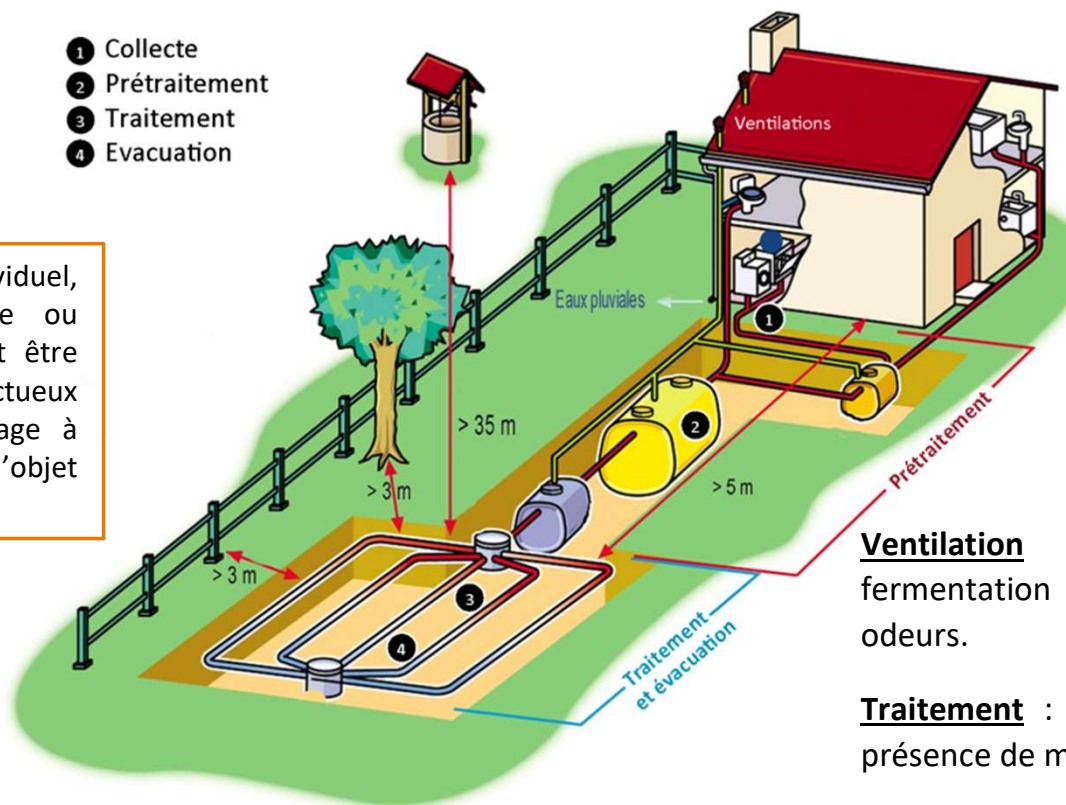


# Schéma de principe d'une installation individuelle

Le schéma ci-dessous reprend les principales étapes d'une filière d'assainissement non collectif et les règles liées à sa mise en œuvre :

- ❶ Collecte
- ❷ Prétraitement
- ❸ Traitement
- ❹ Evacuation

**Attention !** Un forage individuel, utilisé pour l'eau potable ou l'arrosage du potager, peut être contaminé par un ANC défectueux ou trop proche. Tout forage à usage domestique doit faire l'objet d'une déclaration en mairie.



**Collecte** : transport des eaux usées dans des canalisations étanches.

**Pré-traitement** : séparation des liquides des matières les plus lourdes dans un bac à graisse ou une fosse.

**Ventilation** : évacuation des gaz de fermentation pour éviter les mauvaises odeurs.

**Traitement** : épuration de l'eau grâce à la présence de micro-organismes.



Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le



ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

## 2. Contrôler pour mieux préserver l'environnement

Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023



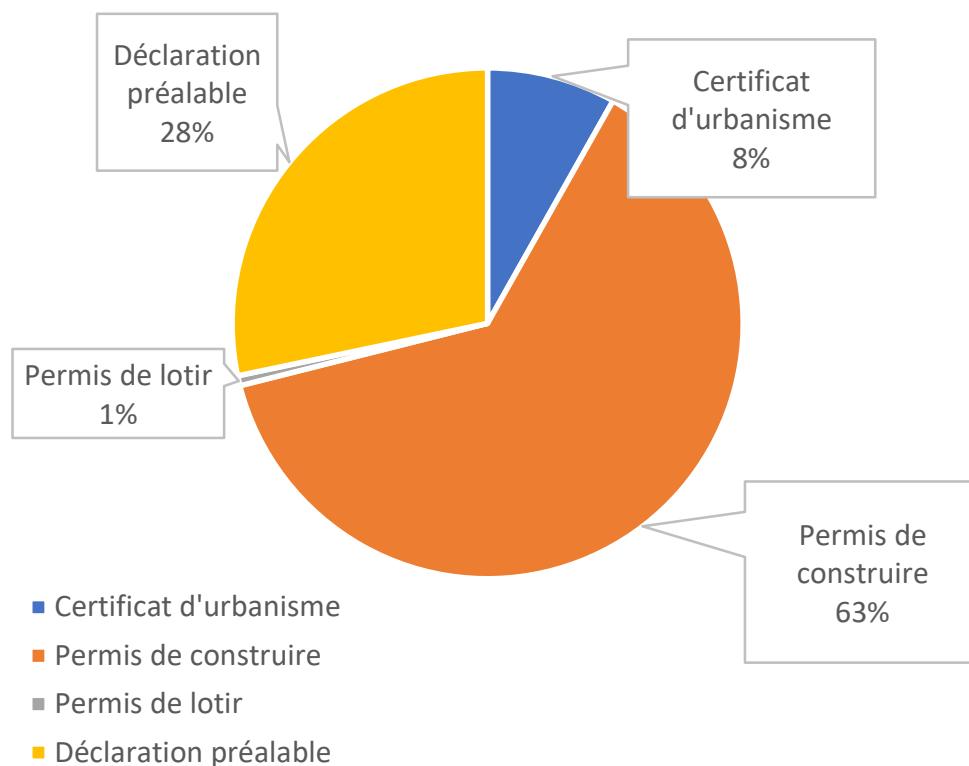
# Les types de contrôles

Il existe différents types de contrôles réalisés par le service assainissement non collectif :

Nom	Type de prestations
<b>Le contrôle de conception ou de faisabilité</b>	Le SPANC émet un avis sur la conformité du projet, soit préalablement au dépôt d'une demande d'urbanisme (déclaration de travaux, permis de construire), soit lors de la mise aux normes du système. La validation de ce projet est appelé contrôle de conception. Un dépôt de certificat d'urbanisme donne lieu à un contrôle de faisabilité.
<b>Le contrôle de réalisation</b>	Il s'agit du déplacement d'un technicien sur le terrain pour contrôler les travaux des installations neuves. Il intervient à la fin des travaux, juste avant le remblaiement.
<b>Le contrôle de diagnostic</b>	Il s'agit du premier contrôle d'une installation existante.
<b>Le contrôle de fonctionnement</b>	Pour les installations ayant déjà fait l'objet d'un 1 <sup>er</sup> diagnostic ou d'un contrôle de réalisation, le SPANC effectue les contrôles réguliers de bon fonctionnement selon une périodicité qui ne peut excéder 10 ans.
<b>Le contrôle vente</b>	Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2011, la loi oblige un vendeur à fournir à l'acquéreur un rapport-diagnostic de son installation daté de moins de 3 ans.

# Les demandes d'urbanisme

Le nombre d'avis émis en 2022 (159) est en baisse d'environ 12 % par rapport à l'année précédente.



**63 %**

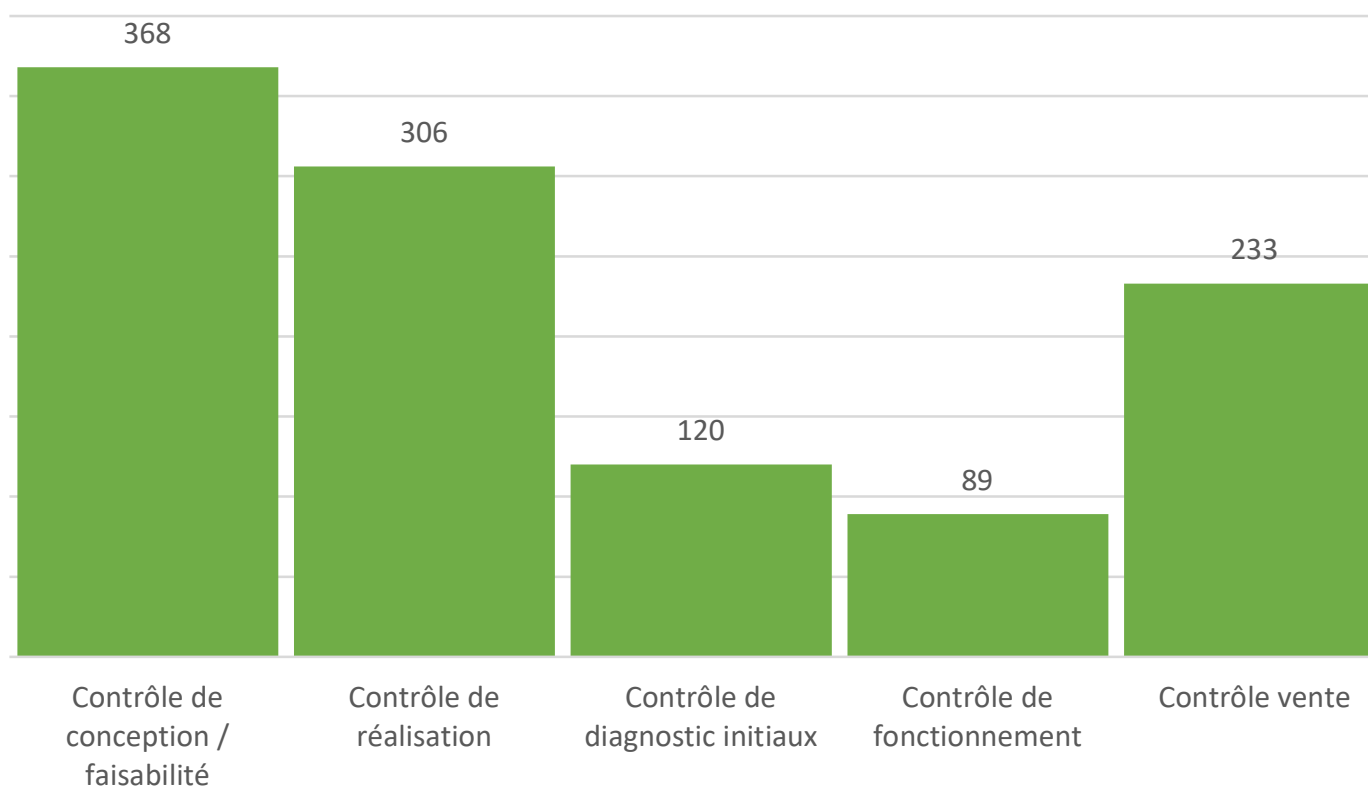
des demandes  
transmises  
concernent un permis  
de construire

La commune de  
CARPENTRAS arrive  
en tête, avec 29  
demandes transmises

**RAPPEL** : Les services instructeurs doivent systématiquement adresser au SPANC les dossiers d'urbanisme ainsi que les arrêtés d'attribution ou de refus correspondants.

# La répartition des contrôles

En 2022, 1116 contrôles ont été réalisés. Ils se répartissent comme suit :

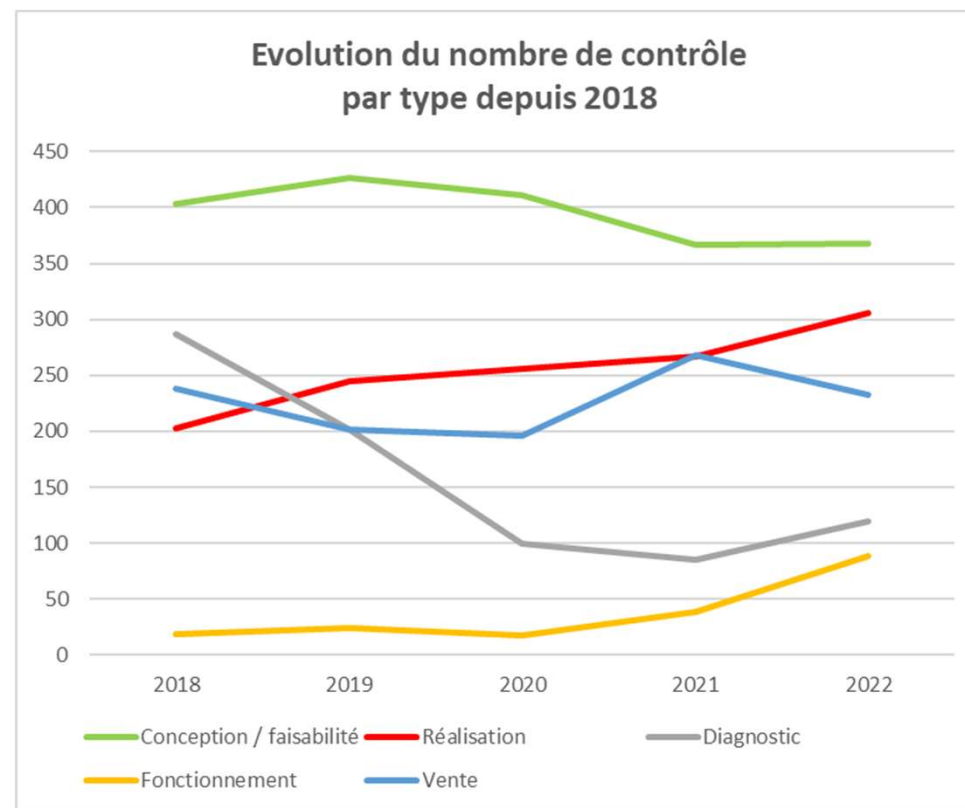
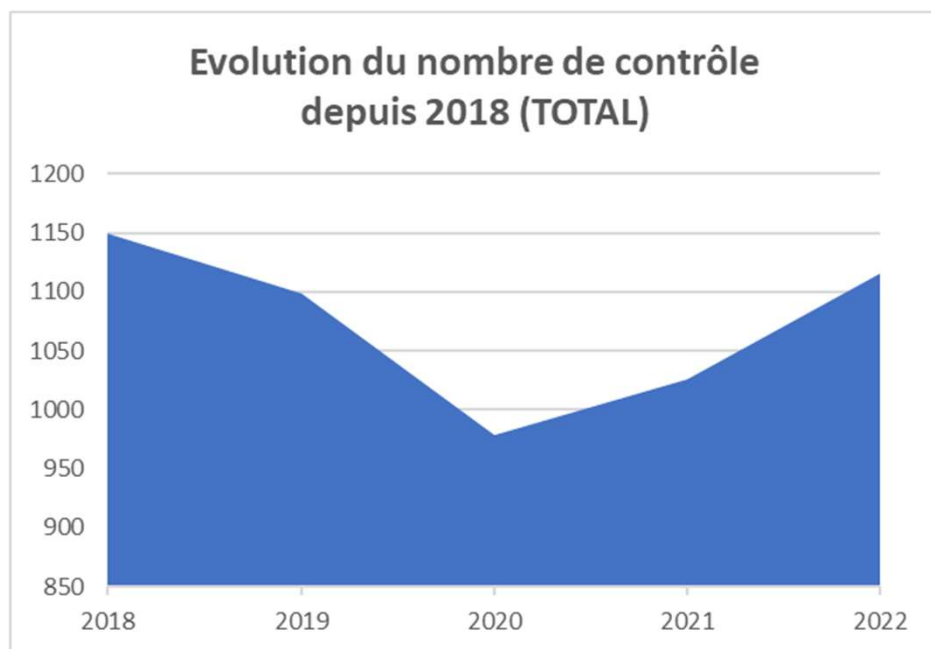


Le temps passé sur les contrôles de conception et de réalisation est de plus en plus important, en raison notamment de la multiplication des nouvelles filières et de leur complexité. En effet, les arrêtés d'agrément sont actuellement au nombre de 108 pour les filtres compacts, 12 pour les filtres plantés, 87 pour les micro-stations à cultures libres et 74 pour les micro-stations à cultures fixées, avec des guides de l'utilisateur allant de 30 à plus de 100 pages.



# Evolution des contrôles

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution des contrôles sur les 5 dernières années :

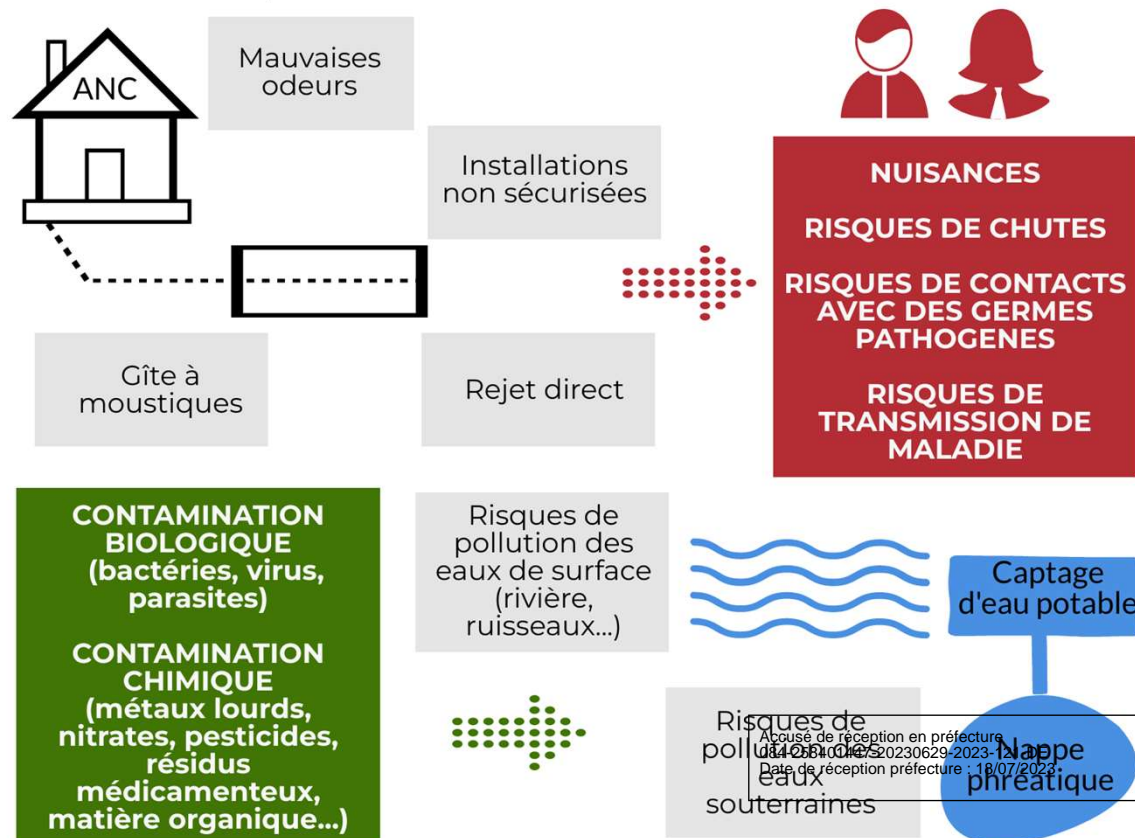


# L'évaluation du risque sanitaire et environnemental

Des installations d'ANC défectueuses ou mal entretenues peuvent présenter des risques pour la santé et pour l'environnement.

Les évolutions réglementaires précisées par l'arrêté du 27 avril 2012, ont permis la prise en compte réelle des enjeux sanitaires ou environnementaux en lien avec les installations d'assainissement non collectif.

## Risques liés à un ANC défectueux



## Grille d'évaluation du risque sanitaire et environnemental :

Problèmes constatés sur l'installation	Zone à enjeux sanitaires ou environnementaux		
	NON	OUI	
		Enjeux sanitaires	Enjeux environnementaux
<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence d'installation</li> </ul>	<b>Non respect de l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mise en demeure de réaliser une installation conforme</li> <li>Travaux à réaliser dans les meilleurs délais</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)</li> <li>Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation</li> <li>Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution</li> </ul>	<b>Installation non conforme</b> <b>Danger pour la sécurité des personnes</b> (article 4 – cas a) <ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux obligatoires sous 4 ans</li> <li>Travaux dans un délai de 1 an si vente</li> </ul>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Installation incomplète</li> <li>Installation <b>significativement</b> sous-dimensionnée</li> <li>Installation présentant <b>des dysfonctionnements majeurs</b></li> </ul>	<b>Installation non conforme</b> (article 4 – cas c) <ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux dans un délai d'1 an si vente</li> </ul>	<b>Installation non conforme</b> <i>Danger pour la sécurité des personnes</i> <b>(article 4 – cas a)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux obligatoire sous 4 ans</li> <li>Travaux dans un délai d'1 an si vente</li> </ul>	<b>Installation non conforme</b> <i>Risque environnement avéré</i> <b>(article 4 – cas b)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux obligatoire sous 4 ans</li> <li>Travaux dans un délai d'1 an si vente</li> </ul>
Installation présentant des <b>défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation</li> </ul>		



# Les indicateurs de performance

Les indicateurs de performance sont donnés par l'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau et d'assainissement.

**100**

C'est l'**indice de mise en oeuvre de l'assainissement non collectif** qui permet d'évaluer l'avancée du service (note allant de 0 à 140).

A noter : des points supplémentaires sont attribués si le service a choisi de prendre les compétences facultatives que sont l'entretien, les travaux de réhabilitation et le traitement des matières de vidange.

**76.29 %**

C'est le **taux de conformité de l'assainissement non collectif**.

Cet indicateur est le rapport entre d'une part, le nombre d'installations existantes déclarées conformes suite aux contrôles, auquel est ajouté le nombre d'installations existantes ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement et d'autre part, et le nombre total d'installations existantes contrôlées depuis la création du service.



Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le



ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

# 3. Assurer un service de qualité au coût le plus juste

Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023

# La tarification



Les tarifs ont fait l'objet d'une révision par délibération du comité syndical en date du 28 février 2019. Le montant des redevances est détaillé ci-dessous :

TYPE DE REDEVANCE	COUT UNITAIRE € HT	COUT UNITAIRE € TTC (TVA à 10 %)
Contrôle de faisabilité	60 €	66 €
Contrôle de conception	130 €	143 €
Contrôle de diagnostic, de fonctionnement ou de réalisation des travaux	180 €	198 €
Contrôle technique vente	290 €	319 €
Frais de déplacement sans visite	40 €	44 €
Redevances pour prestations administratives	30 €	33 €



# Pénalités financières



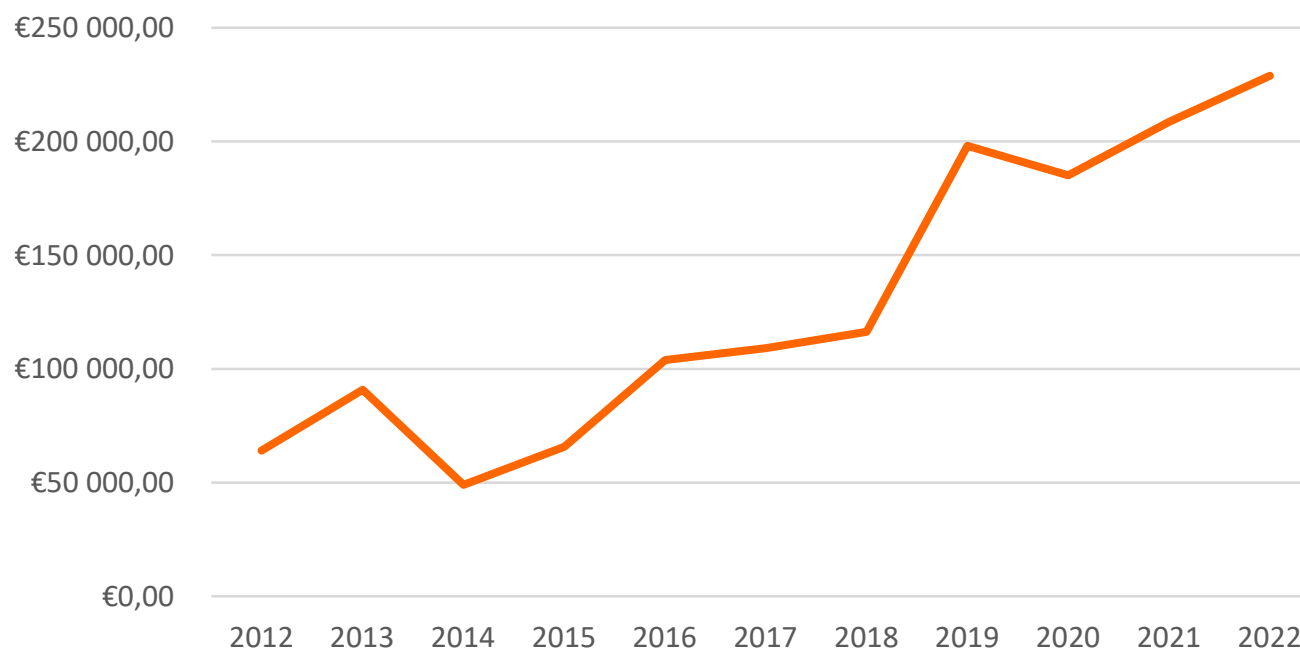
Le principe des pénalités pour non-respect des règles liées au SPANC a été maintenu lors de la délibération du 28 février 2019. Les montants sont les suivants :

TYPE DE SITUATION	PRIX € TTC du ou des contrôle(s) à réaliser	MONTANT NET de la sanction équivalente
Travaux non réalisés dans les délais prescrits (montant majoré)	341 €	620 €
Installation mise en service sans contrôle de conception-réalisation		
Refus de contrôle-diagnostic (initial ou périodique) Refus de contrevisite de réalisation des travaux Installation mise en service sans contrôle de conception-réalisation ou travaux non réalisés dans les délais prescrits (montant minoré)	198 €	360 €

# Bilan de la facturation

L'année 2022 totalise un montant de 228 832,91 € HT, soit une augmentation de 9,7 % par rapport à l'année dernière, comprenant les pénalités financières d'un montant de 23 280,00 € net.

## Evolution de la facturation sur 10 ans



**208 621,92 €**

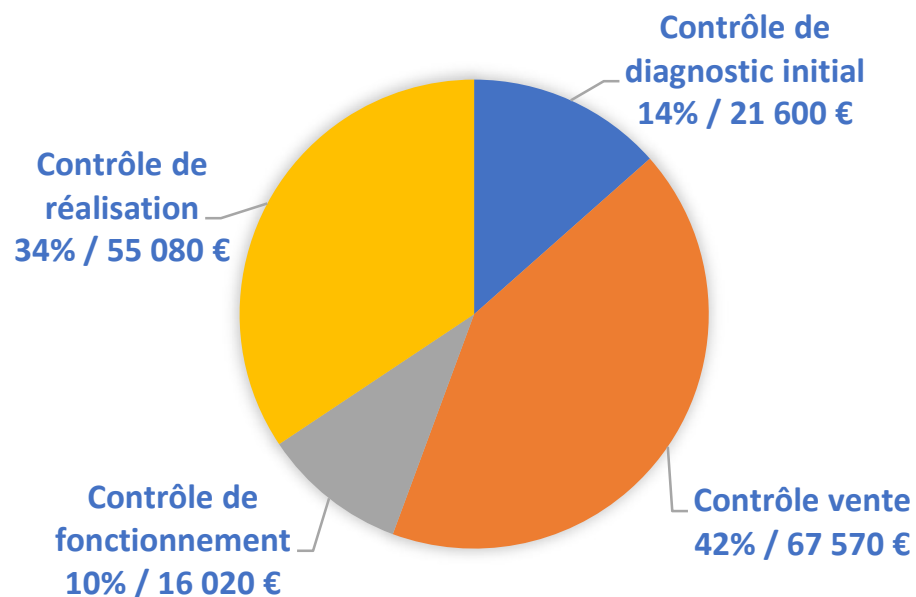
C'est le montant total des redevances facturées en 2022.

**5 % d'impayés  
en 2022**

# Zoom sur les contrôles terrain :

## RÉPARTITION DE LA FACTURATION PAR TYPE DE CONTRÔLE MONTANT FACTURÉ - HT

C'est avec l'appui de nos collectivités adhérentes que nous pourrions faire évoluer significativement le nombre de contrôles de diagnostics initiaux et faire reculer la "pollution domestique" dans nos campagnes.





Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le



ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

# 4. Partager et communiquer

Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023



Année 2022

Envoyé en préfecture le 21/12/2023

Reçu en préfecture le 21/12/2023

Publié le

ID : 084-248400053-20231218-DELIB201\_23-DE

S<sup>2</sup>LOW

# Les actions de communication

Site Internet actualisé en fonction de  
l'actualité du Syndicat :  
[www.rhone-ventoux.fr](http://www.rhone-ventoux.fr)

## NOUVELLE PLAQUETTE D'INFORMATION :

### L'ANC, Qu'est ce que c'est ?

L'assainissement non collectif (ANC), appelé communément assainissement autonome ou individuel, permet de traiter efficacement les eaux usées domestiques des habitations qui ne sont pas raccordées à un réseau d'assainissement collectif (ce soit à l'épuration et qui doivent donc traiter elles-mêmes leurs eaux usées avant de les rejeter dans le milieu naturel. Les propriétaires disposant d'un système d'assainissement individuel ont l'obligation d'avoir un système en bon état de fonctionnement et entretenu.



### Pourquoi un service public ?

34  
communes membres

10 000  
installations

+ de 1 000  
contrôles / an

5  
agents au SPANC

Depuis la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, les communes ont l'obligation de mettre en place un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Dans un souci d'efficacité, les 34 communes membres ont transféré cette compétence au Syndicat Rhône Ventoux.

Environ 20 000 installations non raccordées à un réseau public de ruissellement des eaux usées sont concernées.

Ce service public a pour mission d'effectuer :

- un rôle de conseil et d'expertise auprès des usagers pour l'ensemble des démarches à entreprendre (création et réhabilitation de leurs installations, entretien...)

- la vérification technique de la conception de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages.

- la vérification régulière de leur bon fonctionnement et leur entretien.



Le SPANC du Syndicat Rhône Ventoux, c'est 2 qualifications administratives et 3 techniciens pour vous conseiller et vous accompagner dans toutes vos démarches.

### Quelles sont les obligations et les responsabilités de chacun ?

#### Le propriétaire et/ou l'occupant

Le propriétaire conçoit, réalise et finance les études et les travaux d'assainissement non collectif.

L'occupant assure le bon fonctionnement du dispositif en maintenant l'accessibilité des ouvrages, en inspectant régulièrement les regards et en faisant effectuer régulièrement l'entretien et les vidanges par une entreprise agréée.

Il doit demander l'avis et attendre la validation du SPANC pour tous les travaux de modification de la filière existante.



#### Les acteurs du projet

##### Le bureau d'études :

Il réalise une étude hydrogéologique de votre terrain. Cette étude est soumise à validation pour assurer la pérennité de vos ouvrages. Le bureau d'études doit respecter le cadre des chartes du SPANC et engager sa responsabilité sur l'adéquation du système proposé.

##### L'installateur :

Il doit respecter les exigences techniques définies par arrêté ministériel et complétées par la norme AFNOR XP DTU 64-1 d'août 2015 qui définit les règles à suivre dans ce domaine ainsi que l'étude de sol. Il doit également souscrire à une garantie décennale des travaux.

Le propriétaire peut lui-même effectuer ses travaux mais il est strictement soumis aux mêmes règles qu'un installateur professionnel.



##### Le SPANC

Le SPANC contrôle toutes les installations d'assainissement non collectif et identifie celles qui sont non conformes ou mal entretenues.

Il est tenu d'assurer la salubrité publique et de faire cesser toute pollution éventuelle. Il doit, entre autre, faire constater et faire cesser les intrusions et cas de pollution de l'eau, d'absence d'installation d'assainissement non collectif ou de constructions nouvelles ne respectant pas les prescriptions techniques en vigueur.

Nous sommes tous acteurs de notre environnement.



**Service Public  
d'assainissement Non  
Collectif**

# Assainissement non collectif :

## Ce que vous devez savoir !



Ensemble,  
préservons notre  
environnement !

Quotidiennement, chaque personne utilise près de 150 litres d'eau pour se laver, cuisiner, entretenir sa maison... Après usage, ces eaux usées doivent être dépolluées car elles peuvent entraîner des risques pour la santé et l'environnement.

Votre système d'assainissement non collectif (ANC), s'il est réalisé dans les règles de l'art et entretenu régulièrement, sera efficace et pérenne et contribuera à la préservation du milieu naturel.

Ce guide synthétique vous donnera des informations utiles relatives à votre installation.



Accusé de réception en préfecture  
084-258401447-20230629-2023-121-DE  
Date de réception préfecture : 18/07/2023

# Coordonnées utiles

## Syndicat Rhône Ventoux

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30



### Adresse

595 chemin de  
l'hippodrome  
CS 10022  
84201 CARPENTRAS  
CEDEX



### Téléphone

04.90.60.81.81  
(Choix 2)



### Internet

[www.rhone-ventoux.fr](http://www.rhone-ventoux.fr)  
[spanc@rhone-ventoux.fr](mailto:spanc@rhone-ventoux.fr)